

# La Presse

I . La Presse. 1839-02-16.

**1/** Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

- La réutilisation non commerciale de ces contenus ou dans le cadre d'une publication académique ou scientifique est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source des contenus telle que précisée ci-après : « Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France » ou « Source gallica.bnf.fr / BnF ».

- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service ou toute autre réutilisation des contenus générant directement des revenus : publication vendue (à l'exception des ouvrages académiques ou scientifiques), une exposition, une production audiovisuelle, un service ou un produit payant, un support à vocation promotionnelle etc.

[CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE](#)

**2/** Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

**3/** Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.

- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

**4/** Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

**5/** Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

**6/** L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

**7/** Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter [utilisation.commerciale@bnf.fr](mailto:utilisation.commerciale@bnf.fr).



ANNONCES  
1 franc 50 centimes la ligne,  
RUE SAINT-GEORGES, 16.



# LA PRESSE

ABONNEMENTS  
Datent des 1<sup>er</sup> et 15 du mois,  
RUE SAINT-GEORGES, 16

## AVIS.

Nous cérons à un vœu qui nous est généralement exprimé, en annonçant que la PRESSE reçoit des abonnements D'UN MOIS au prix de CINQ FRANCS pour Paris et les départements. Tous les numéros étant épuisés le jour même de leur tirage, ces abonnements ne seront servis que le lendemain de leur enregistrement.

## Presse et correspondance étrangères.

**Grande-Bretagne.** — Londres, 9 février. — Lord J. Russell, à la chambre des communes, a annoncé dans la séance du 12, que le projet d'éducation allait être soigneusement examiné par un comité composé du marquis de Lansdowne et autres membres instruits, qui s'occuperaient de l'établissement d'écoles normales et autres, et qu'il se proposait de demander au parlement une allocation de 50,000 liv. st. (750,000 fr.) pour cet important objet.

La reine a nommé le colonel sir Henry George Macleod, lieutenant-gouverneur de l'île de la Trinité.

**Asie.** — Nous avons reçu, par la voie d'Egypte, des nouvelles de Bombay jusqu'au 31 décembre. On parlait toujours d'expédition de troupes contre les Birmans. Lord Auckland avait eu une entrevue avec Rungjet-Singh, et il se proposait d'aller à Lahore et à Unritsur après la conférence. On embarquait à Bombay des troupes pour Aden.

**Turquie.** — Constantinople, 22 janvier. — Le seul événement notable de la semaine est l'incendie du palais du visir, où se trouvaient réunis les bureaux des différents ministères et des principales administrations, et connu sous le nom de Sublime-Porte. Cette catastrophe a eu lieu dans la nuit de dimanche à lundi. Le feu se manifesta accidentellement, vers 4 heures du matin, dans une chambre de domestique appartenant aux appartements du harem du bachrékil, et se communiqua avec une violence inimaginable à la Sublime-Porte. En quelques heures, ce vaste édifice fut détruit de fond en comble; il ne présente plus aujourd'hui qu'un monceau de cendres et de ruines.

Comme les archives étaient déposées dans des appartements souterrains, on assure qu'on a pu les sauver en grande partie; mais presque tous les papiers restés dans les bureaux sont devenus la proie des flammes. On évalue à près de 20 millions de piastres (5 millions de francs) les pertes occasionnées par ce sinistre; et elles auraient pu être bien plus considérables encore.

On parle depuis quelques jours du réarmement probable de la flotte ottomane et de sa prochaine sortie pour aller faire une nouvelle tournée dans l'Archipel.

## Paris, 15 février.

Nous avons fait connaître qu'à l'une des premières réunions des deux cent vingt-un, M. de Lamartine, avait demandé la parole et improvisé un discours qui avait été accueilli par d'unanimes applaudissements. Nous sommes heureux de pouvoir le publier aujourd'hui.

Messieurs, en présence des circonstances inouïes qui ont coalisé les oppositions les plus divergentes de but et d'intention, en présence de cette confusion parlementaire où il est devenu impossible de reconnaître ses amis ou ses ennemis, puisque tous les principes y sont aussi bouleversés que les hommes, où la constitution n'est pas moins menacée que la liberté, vous avez senti vous-mêmes la nécessité de vous rallier, non point par ce que vous aviez de différent, mais par ce que vous aviez de commun; c'est ce qui me procure aujourd'hui l'honneur de paraître et de prendre la parole devant vous. J'ai combattu plusieurs des lois que vous avez approuvées, je suis devenu étranger aux partis, aux réunions extra-parlementaires. Dans mon isolement et dans mon indépendance je ne me suis rattaché qu'à cette devise qui sera celle de ma vie politique, qui est la vôtre : tous : servir mon pays, aider tous les gouvernements à bien faire, empêcher tous les gouvernements de faire le mal. Mais aujourd'hui qu'une crise des plus graves sépare pour ainsi dire le pays en deux camps, et force les hommes les plus indépendants à se faire inscrire dans l'un des deux, sous peine de les affaiblir tous, je sens le besoin de m'associer à vos efforts, et de vous faire compter un soldat de plus. Je me réunis donc aux défenseurs de la constitution et de la paix pour un temps déterminé et pour un but défini. La crise passée, la paix sauvée, nous rétrouvons tous dans l'indépendance de nos situations.

Et permettez-moi de vous dire que je suis fier de cette association

d'esprit à des hommes que l'on m'accusait tout à l'heure d'avoir désapprouvés, et dont j'ai au contraire applaudi le courage et honoré l'attitude. Oui, jamais une majorité plus faible en nombre, mais plus ferme de principe, n'a montré dans ces derniers jours à la fois plus de persévérance, plus de modération. Dans cette mémorable discussion d'adresse où les fondemens même du pays ont été sondés et ébranlés, vous vous êtes ralliés dans la lutte comme tout ce qui est réellement fort; vous avez grandi sous le feu des passions qui vous combattaient. (Applaudissements.) Oui, on disait que vous étiez une majorité vacillante, indécise, prête à se décomposer, prête à se tourner au soleil levant, prête à passer comme une dépouille de tous les pouvoirs à ceux-là même qui vous auraient vaincus ! Eh bien ! vous avez donné à tout cela d'éclatans démentis; vous vous êtes retrouvés après la mêlée jusqu'au dernier homme. Une fois même vous avez été en minorité; cette défaite n'a pas amené une seule défection. Le ministère s'est retiré et vous êtes restés debout; la chambre est dissoute et vous êtes debout encore ! (Très bien ! très bien !) Messieurs, il y a là, je le répète, un symptôme qui doit éclairer le pays, qui doit confondre vos calomnieux. L'intérêt personnel ne fait pas de tels miracles; il n'y a que la conscience qui puisse retener un à un des hommes attaqués par toutes les menaces, par toutes les séductions des partis; il n'y a que des principes qui puissent donner à l'esprit des convictions si fermes et à la conscience une telle imperturbabilité. (Adhésion de toutes parts.)

Aussi, messieurs, ce ne sont pas des personnes, ce ne sont pas des positions de pouvoir pour nous ou nos amis que nous devons défendre ici; que nous importe ? Nous sommes dans cette admirable condition de désintéressement personnel que, parmi les deux cent vingt-six députés qui siègent ici, il n'y en a pas un seul qui regrette ou qui désire le pouvoir pour soi. (Oui ! oui ! Très bien !)

Non, il ne s'agit pas de personnes, il ne s'agit pas de noms propres; nous n'en prononcerons jamais un. Réunis pour préserver la constitution tout entière, l'inviolabilité des trois pouvoirs et le principe de paix en Europe, nous ne donnerons pas le funeste exemple de violation de la prérogative indépendante de la couronne que nous avons défendue. Quand le pays aura été consulté, quand la couronne aura fait ses choix conformes au sens produit par le pays, alors seulement, alors constitutionnellement, nous aurons dans une autre enceinte à examiner la signification des noms qui seront au pouvoir; car sous le gouvernement représentatif les choses se personnifient; les hommes signifient des choses. Si les noms des ministres signifient la constitution, le respect des prérogatives réciproques, le maintien des principes de paix entre les nations, le maintien de cette dignité nationale au dehors, qui est elle-même une glorieuse condition de la paix, nous voterons pour eux. (Oui ! oui !)

Si ces noms, au contraire, signifient la violation parlementaire de la prérogative, le désordre semé dans les pouvoirs et dans la chambre, la défection aux principes anciennement professés, ils signifient la politique révolutionnaire au dedans, turbulente au dehors, les traités déchirés, l'Europe inquiétée, et l'excitation du mouvement militaire substitué au développement pacifique et constitutionnel de la liberté et de la prospérité du pays. Nous sortirons des rangs et nous constituerons contre ces hommes, avec tous les amis de la liberté sincère, la plus forte et la plus invincible opposition que le pays ait jamais vue; une opposition appuyée d'une main sur les intérêts du sol, de l'industrie, du commerce, et de l'autre sur les intérêts du progrès par la liberté, la liberté et la paix, la paix pour la liberté, la liberté par la paix; voilà notre programme tout entier, notre programme d'aujourd'hui, notre programme de demain, notre programme dans la majorité, notre programme dans l'opposition; celui-là ne trompe personne, c'est celui de l'époque, c'est celui de la France; il faut que la France et la liberté périssent ou que ce programme triomphe par l'union des hommes d'ordre et par le bon sens du pays ! (Adhésion unanime.)

On vient de vous annoncer la dissolution de la chambre. C'est un appel extrême que la constitution fait au pays dans les moments extrêmes. Nous n'avons point à nous expliquer sur la nécessité ou l'opportunité de cette mesure; elle appartient exclusivement au pouvoir exécutif. En la jugeant ici, nous en prendrions la responsabilité. Laissons-la à ceux à qui la constitution la donne. Bornons-nous à faire des vœux pour que le pays la comprenne et y réponde en envoyant à la couronne ce qui lui manque évidemment aujourd'hui, une majorité dans un sens quelconque. Le gouvernement représentatif ne peut pas s'en passer. Si cette majorité est sincère, elle sera constitutionnelle, et nous l'acceptons d'avance. (Oui, oui.)

Je sais bien que vos adversaires politiques prétendent avoir la majorité de leur côté. En fait vous leur avez répondu, vous les avez vaincus d'impopularité en déchirant cette adresse qui n'était que le manifeste de la confusion et de la contradiction de leurs idées divergentes; cette adresse où chaque fraction de la coalition avait mis sa main, avait

écrit son mot, avait rédigé son paragraphe, et où, par un échange de complaisances mutuelles, en écrivant ainsi la contradiction on n'avait rédigé que l'impossible; cette adresse où l'on demandait la sincérité du gouvernement représentatif et où on effaçait un des trois pouvoirs de la constitution; où l'on demandait l'inviolabilité de la couronne et où on faisait descendre la royauté au ban des ministres; où l'on demandait le respect des prérogatives, et où on constituait sur les débris de toutes les prérogatives une sorte de quatrième pouvoir de direction parlementaire n'émantant que d'une seule chambre et qu'on appelait le pouvoir ministériel, c'est-à-dire le despotisme électif au lieu du gouvernement constitutionnel; cette adresse enfin où l'on demandait à la fois la guerre en Espagne, la guerre en Belgique, la guerre en Pologne, et en même temps toutes les mesures, tous les résultats de la paix; c'est-à-dire les honneurs de la guerre et les bénéfices de la paix; c'est-à-dire la plus grossière et la plus ridicule déception dont on ait jamais osé affronter l'intelligence d'un peuple sensé. N'était-il pas aisé de reconnaître dans ces paragraphes contradictoires le caractère confus d'une coalition où chaque parti avait fait à l'autre la concession d'un de ses principes, et où l'on ne s'accordait pour tout promettre qu'à la condition de ne rien tenir. (Très bien.)

Pourrait-il en être autrement ? Non : les hommes qui demandaient en 1832 l'hérédité de la pairie et l'aristocratie parlementaire pouvaient-ils s'entendre avec les hommes de la démocratie sans limites et sans contre-poids ? Les hommes de la résistance et des lois de septembre, les hommes qui nous avaient refusé quatre ans l'amnistie, pouvaient-ils s'entendre avec les défenseurs du procès d'avril ? Cette minorité incompatible qui vous faisait illusion par son chiffre pouvait-elle vous tromper par sa nature ? Et si le pays eût été assez insensé pour lui remettre le pouvoir, cette coalition eût-elle pu le recevoir sans le déchirer à l'instant même en se le disputant ? (Oui, oui.)

Eh bien ! nous voulons bien que ces hommes se disputent le pouvoir, car nous n'y prétendons rien pour nous-mêmes; mais nous ne voulons pas qu'ils le déchirent, car le pouvoir et la constitution ne leur appartiennent pas; ils sont au pays. (Adhésion.)

Non, la coalition n'est pas survenue une heure à son triomphe. Elle se serait combattue sur la brèche même et avant d'entrer dans les conseils de la couronne. Savez-vous entre quelles mains le pouvoir serait tombé ? entre les mains d'un ou deux hommes politiques, habiles, persévérants, qui l'auraient ressaisi comme une propriété, et qui, l'arrachant à ceux qui leur avaient aidé à le conquérir, se seraient tournés vers vous pour vous demander de les aider à le garder.

Je défie qu'ils appellent cela de la calomnie; car toute autre combinaison était impossible. Ce n'est pas apparemment l'extrême droite, l'extrême gauche et la gauche qui auraient fait la majorité d'un second 11 octobre !

Où, c'était là la pensée; on comptait sur vous. On le disait tout haut. Eh bien ! on a compté sans vous ! (Adhésion.)

Non, vous n'êtes pas une réunion composée, comme on le dit, de fonctionnaires prêts d'avance à toutes les combinaisons. Vous en êtes tous témoins, les fonctionnaires même ne sont pas avec vous ! Vous êtes des hommes indépendants; vous êtes des hommes qui ne suivez pas d'autres hommes, mais qui suivez votre conscience, vos principes, l'intérêt de votre pays. Vous vous êtes ralliés à tous les points de l'opinion, à tous les bancs de la chambre, autour de deux principes que la France veut conserver et garantir avec vous : la constitution des trois pouvoirs et le maintien du principe de paix en Europe, base de toute amélioration pour le peuple; la liberté représentative et non pas la liberté anarchique, la paix à la condition de la dignité nationale. Encore une fois vous ne reconnaissez pas d'autres chefs que ces deux principes. Vous vous pressez autour de la France pour les lui conserver. S'ils venaient à s'écrouler sous les efforts conjurés des passions et des intrigues, vous savez que ces deux principes entraîneraient avec eux toutes les sécurités et toutes les prospérités de notre patrie. (Adhésion.)

Nous ne le souffrirons pas, et notre courage grandira avec la crise et l'égalera à tous les dangers dont on menace la France. Nos adversaires politiques ont-ils donc le monopole de l'indépendance et du courage ? Les électeurs auxquels on en appelle, auxquels nous en appelons nous-mêmes, ne reconnaissent-ils donc d'indépendance que dans l'opposition et de courage que dans cette guerre sans péril au pays dans tous ses pouvoirs ? Eh ! messieurs, dans un pays comme celui-ci, dans un temps où les pouvoirs sont modérés et les partis violents et coalisés, il faut bien peu de courage pour attaquer les gouvernements; il en faut un immense pour présenter sa poitrine aux partis. Tout homme politique qui les brave n'est-il pas sûr d'avance de ce qui l'attend ? N'y a-t-il pas quelque courage aussi à se dévouer aux insultes, aux ruses, aux calomnies de tous les journaux ? à affronter la colère de toutes les passions qui s'irritent contre les consciences qu'elles ne peuvent séduire ? à subir ces dénominations injurieuses que les hommes de désordres inventent

## FEUILLETON DE LA PRESSE.

### Courrier de Paris.

Ce grand bruit de plaisirs nous a toujours fait rêver amèrement. Quand nous étions enfant, les masques nous faisaient si peur, et les déguisements étaient pour nous le sujet de tant de larmes, que nous avons conservé contre les fêtes du carnaval une rancune dont les plus beaux bals costumés n'ont pas encore triomphé. Nous avions le malheur d'être un bel enfant. Ah ! plaignez ces victimes adorées qui font la gloire de leurs parents. Les jours gras ont pour elles d'affreux supplices inconnus des autres enfans; ceux qui ont le bonheur d'être laids, du moins peuvent s'amuser pendant le carnaval; on les habille en arlequin, en pierrot, en paillasse, et puis on leur dit, allez. Mais ceux, hélas ! qu'un destin ennemi condamne à l'admiration, ceux que l'on pare, et que l'on craint surtout de déguiser, ceux-là ne jouissent d'aucun plaisir. On commence par les mettre en retraite; on les fait coucher plus tôt qu'à l'ordinaire, pendant les deux jours qui précèdent leur triomphe. Si en jouant ils se laissent tomber, ce qui est l'usage, on ne les plaint pas, on les gronde, on ne voit point le coup qui les fait souffrir, on ne voit que la cicatrice qui les défigure; on les gronde; c'est bien, ils pleurent et puis on les gronde parce qu'ils ont pleuré. Enfin le grand moment arrive, on les affuble d'une façon plus ou moins avantageuse, ils sont charmans, toute la maison accourt et les admire, la nourrice est dans l'extase, le portier pleure d'attendrissement, ce sont des exclamations de joie qui lui font le plus grand honneur. C'est un bijou, s'écrie-t-on, c'est un ange ! c'est un amour ! eh mon Dieu ! c'est bien mieux que tout cela, vraiment, c'est un martyr. Le pauvre enfant s'approche de sa mère qui le dévore des yeux. — Maman, dit-il, d'une voix plaintive en étendant son petit bras; maman. — Eh bien ? — Ça me tire. — On s'empresse, on arrange comme on peut cette manche qui est trop courte. On admire de nouveau l'ensemble; mais l'enfant s'approche de sa tante — Que tu es beau, mon petit ami. — Ma tante, dit l'enfant que la vanité ne soutient pas encore, — ma tante, ça me pince. — et il montre son genou qui est affreusement serré. — Comme il n'y a pas de remède à marche, petit, dit la bonne tante, en marchant le drap s'élargira.

L'enfant qui voit qu'une tante est impitoyable, s'approche de sa grand-mère; elle est faible, il compte sur elle. On peut toujours compter sur la faiblesse. — Bonne maman, dit-il, en montrant ses broderies d'or ou tout autre ornement de son costume; bonne maman, ça me gratte. La grand-mère va s'attendrir, on les sépare, et pour étourdir l'enfant bien aimé, on lui répète de tous côtés qu'il est joli, qu'il est charmant; et pour fermer sa bouche à toutes plaintes, une femme de chambre lui dit à l'oreille : il faut souffrir pour être beau; maxime admirable, refrain consolateur avec lequel on mène au supplice tous les martyrs de la vanité. Ah ! si la beauté se mesure à la souffrance, que nous devons être beaux, pitoyablement beaux, ce fameux jour où l'on conçoit l'aimable idée de nous déguiser en Apollon !... Une longue chevelure dorée avait servi de prétexte à ce déguisement, que le Dieu offensé nous a fait depuis cruellement expier. Comme il s'est vengé de notre insolence ! Dès l'instant même il nous a puni. Pauvre enfant frileux, que nous étions peu dignes de notre parure immortelle ! que cette tunique nous semblait légère, que ces rayons d'or nous semblaient pesans ! Et cette malheureuse lyre que nous laissions traîner sur toutes les chaises, que de reproches elle nous attirait, comme elle nous a fait gronder. Que nous avions froid. On nous trouvait toujours à genoux devant le feu, car nous n'avions point dérobé le feu du ciel, nos propres rayons ne nous suffisaient point. Ah ! sans doute, c'est en nous voyant que les rayons ont découvert cette vérité jusqu'alors inconnue : que le soleil n'a point de chaleur ! Quel beau rhume nous avons rapporté de l'Olympe. Apollon transi, nous avons fait verser dans la neige le brillant char du jour, et nous nous sommes toujours ressenti de cette chute là.

Maintenant que par bonheur, les parents ont moins de poésie dans leurs idées de carnaval, les déguisements d'enfants sont plus commodes; les costumes de matelots, par exemple, sont fort jolis à voir et très agréables à porter. Les enfans sont à la fois charmans et heureux en marin. Aussi est-ce le costume à la mode depuis quelques années. Dans un grand bal qui a été donné mardi dernier, un quadrille de sylphides a fait la plus vive sensation. C'étaient de jolies et belles personnes qui comme cela, disaient, n'étaient point du tout déguisées. Chaque jour on les voit de même sveltes et gracieuses, vaporeuses et poétiques. Elles avaient mis ce soir là leurs ailes, et voilà tout. Chaque sylphide avait pour danseur une bête domestique ou féroce. Nous nous hâtons de dire que ces messieurs étaient parfaitement déguisés. Les plus malins étaient en âne, les plus affables étaient en ours,

le moyen de reconnaître personne, et de s'écrier, comme dans l'Ours et le Pacha : — *Lours est votre époux*. Ce quadrille a fort bien réussi à ceux qui l'ont dansé et à celle qui s'en est servi pour la plus folle mystification. Jugez-en plutôt : il y a dans le monde des heureux qui ont la manie de tout savoir, d'être de toutes les fêtes, d'appartenir à toutes les sociétés, de connaître toutes les intrigues; cela s'appelle être au courant de tout. Ils font vingt visites dans leur journée, ils savent que madame une telle reçoit tel jour; ils ne vont pas chez elle, mais ils connaissent ses habitudes, ils savent qu'il y a eu un dîner ici, un souper là, ils n'en étaient pas, mais ils vous en diront le menu; ils l'ont retenu mieux que vous qui étiez un des convives. A chaque nouvelle ils vous répondent : Je le savais; ils font tous les mariages, ils condamnent tous les malades, ils mettent leur gloire à n'être jamais surpris; être en retard pour eux, c'est la honte, l'honneur pour eux n'est point d'être un homme bien famé, ou bien aimé; ce qu'ils rêvent, c'est d'être jusqu'à leur dernier jour un homme bien informé. Il en est un de cette espèce qui pousse la présomption de tout connaître, si loin, qu'on ne peut résister au plaisir de le tromper pour le confondre, et d'inventer les mensonges les plus étranges pour le déconcerter dans ses informations. Il va souvent dans le monde, mais cependant il n'est pas de tous les mondes. Les salons du faubourg Saint Germain, par exemple, lui sont interdits à cause de ses opinions, ou plutôt de ses relations politiques; mais n'importe, il prétend savoir tout ce qui s'y passe, et vraiment il sait beaucoup de choses, et il a du mérite en cela, car il ne questionne jamais. Lui, questionner ! Et donc ! une question le perdrait; après un voyage même, il n'oserait risquer cette preuve d'ignorance, l'absence n'a point de secret pour lui, sa correspondance le tient au courant de tout, il lit les nouvelles là où il est; d'ailleurs les grands événements le connaissent, ils l'attendent pour éclater. Il ne questionne point, mais il écoute avec un art inimaginable qui lui a demandé de grandes études; il écoute quatre conversations à la fois, comme César dictait quatre lettres en même temps. Il a de ces oreilles avides qui, selon l'expression d'un auteur anglais, ne sont jamais fermées par la réflexion. Il écoutait donc l'autre jour à sa manière, et madame de R... impatientée de cette quadruple attention, a voulu lui jouer un tour. — Ce bal était superbe, dit-elle, en faisant signe à la personne à qui elle parlait; le quadrille des sylphides était ravissant; Mme de... Mlle de..., etc. étaient fort à leur avantage; — et au lieu de nommer les charmantes personnes qui ont dansé le quadrille, elle s'amuse à nommer douze femmes antisylphides s'il en fut jamais, les



et que les échos populaires répètent pour déconsidérer les hommes de cœur? N'est-ce rien que de passer pour un ennemi de la liberté et de la cause populaire pendant que l'on combat pour elle, et de n'avoir pour récompense que l'ingratitude de ce peuple même pour qui l'on a combattu?

« Voilà la situation que le journalisme coalisé vous prépare. Il y aurait de quoi faire reculer des hommes faibles; il y a de quoi tenter des hommes fermes qui placent leur conscience et leur pays au-dessus de leur popularité. Souvenez-vous que les plus courageux amis de la liberté ont été méconnus, insultés, appelés des mêmes noms que vous, dans des moments d'erreur et de péril semblables. On nous appelle des hommes serviles, des ministères, des courtisans peut-être, nous qui avons voté neuf fois sur dix avec l'opposition, depuis quatre ans; nous qui ne savons pas le nom des ministres; nous qui n'approchons de la couronne que par nos respects, et que les antichambres de palais ne connaissent pas! Eh qu'importe! est-ce que Lafayette n'a pas été proscrit comme monarchiste? est-ce que Mirabeau, défendant la prérogative des trois pouvoirs, n'était pas obligé de s'écrier: « La popularité que j'ambitionne n'est pas un faible roseau? » Il ne s'agit pas d'être populaire, il s'agit de servir les vrais intérêts du peuple, même en le mécontentant.

« Au reste, messieurs, ne nous étonnons pas trop de ce qui se passe. Si nous savons résister à ces coalitions parlementaires, si le pays réfléchit et comprend enfin, par la nature des moyens, vers quel but en veut l'entraîner, tout se ralliera, et la prospérité publique reprendra son cours. Il faut bien que les passions soient quelque part dans un pays. Les passions sont un élément de la liberté! C'est la vie du gouvernement représentatif; cette vie a sa fièvre aussi. En 1834, et jusqu'en 1834, les passions subversives étaient en bas. Vous les avez combattues avec la garde nationale, cette armée du patriotisme et de la propriété; elles se sont calmées. Le peuple a compris que l'ordre et l'organisation étaient le premier de ses intérêts. Il s'est armé lui-même contre ses propres passions, et il donne au monde, depuis six ans, l'admirable exemple d'une nation qui veut et qui sait être libre. Les passions, maintenant, sont en haut. Elles s'agitent, elles se coalisent autour du pouvoir, et, ne pouvant pas le conquérir, elles voudraient le dégrader. Vous leur apprendrez qu'on n'entre pas au pouvoir par la brèche faite à la constitution, et qu'on ne doit y entrer utilement pour le pays que par la porte royale des majorités! (Adhésion.)

« Oui, chaque gouvernement qui se fonde après une anarchie même courte a ses journées à subir; vous avez eu les journées de 1834 et de 1834 à traverser dans les émeutes et sur la place publique. Vous venez d'avoir de grandes journées parlementaires à traverser dans la Chambre. Vous avez maintenant les plus graves, les plus décisives de toutes les journées électorales à traverser dans le pays. Les deux premiers victoires vous assurent la troisième. Oui, confions-nous au bon sens, à l'intérêt, à la conscience de la France entière. Si elle se trompe, si elle prend une coalition pour une opinion, si elle prend une collection de minorités antipathiques pour une majorité, si elle prend des bravades de tribune pour de la dignité nationale, si elle prend les hommes de l'intimidation pour les apôtres de liberté, nous serons vaincus et avec nous elle sera vaincue elle-même. Au lieu d'un gouvernement représentatif elle aura un directoire parlementaire; au lieu de la liberté elle aura la guerre, et au lieu des progrès et des développements que nous sollicitons pour le peuple, elle aura la suspension de sa vie intérieure, la cessation du travail, la mort de ses industries pacifiques, et l'impôt et le sang du peuple servant à cimenter le plus déplorable des despotismes, le despotisme ministériel. (Adhésion unanime.) »

Le *Constitutionnel* expose aujourd'hui comment il a été prononcé un mot terrible contre le cabinet du 15 avril; et ce mot, le voici: « Le gouvernement de la restauration est entré en France à la suite de l'étranger; l'étranger est entré en France à la suite du gouvernement actuel. » Nous avouons que nous avons retourné dans tous les sens ce mot terrible, et nous n'y avons jamais trouvé qu'un mot stupide. Avec la meilleure intention du monde, nous ne voyons pas comment l'étranger est entré en France, où il est, ce qu'il y fait, et où l'on peut le rencontrer.

Il faut les lecteurs gobe-mouches du *Constitutionnel*, gens qu'on effraie aux époques de renouvellement avec des jésuites et des refus de sépulture, pour ne pas rire aux éclats à de pareilles balivernes. Nous ne ferons jamais à M. Thiers l'injure de croire qu'il ne se moque pas de la politique de son journal; et voilà précisément ce qui en fait à nos yeux un chef de parti bien autrement dangereux que les chefs de file de la république. M. Thiers laisse exciter, en son nom, tous les instincts vulgaires au profit des idées révolutionnaires, tout en méprisant ces instincts; il laisse dire, il fait dire, il dit peut-être que les Prussiens règnent à Paris, parce qu'il sait qu'il y a bon nombre d'imbéciles qui prennent feu au nom seul des Prussiens, sans savoir pourquoi; comme si les Prussiens ne valaient pas les Anglais, les Espagnols ou les Grecs;

il foment ces absurdes préjugés de caporal contre l'étranger, comme si la France pouvait se passer de voisins, qui sont naturellement étrangers, pour ses relations industrielles et commerciales, et comme si de l'argent prussien, ou autrichien, engagé dans nos chemins de fer, ne valait pas l'argent anglais, polonais ou italien; en un mot, M. Thiers prête son appui, tout en riant d'elle sous cape sans aucun doute, à une politique de carrefour et d'estaminet, à une politique grossière et rétrograde, qui a l'inconvénient d'arrêter la propagation des idées sages, hardies et vraiment libérales, et d'immobiliser de stupides préjugés, que les hommes d'état rencontrent ensuite sur leur route, quand ils veulent marcher vers le progrès.

On dit qu'un jour M. Thiers, accoudé sur le balcon d'un docteur de ses amis, et voyant passer avec lui une émeute sous les fenêtres, ne put pas s'empêcher de dire avec un sentiment d'amertume qui l'honorait: C'est pourtant mon *Histoire de la Révolution* qui a jeté la moitié de ces misérables et de ces imbéciles dans la rue! Eh bien, M. Thiers se repentira un jour de sa politique, comme il s'est repenti de son histoire... S'il reprend jamais la direction des affaires, il sera entouré et arrêté par tous ces instincts niais qu'il caresse à cette heure, et qui sont comme autant de chiens affamés qui le dévoreront, s'il ne leur jette pas une pâture.

Ceci revient à ce que nous disions l'autre jour, qu'en France on ne fait jamais de l'opposition, mais qu'on y fait toujours de l'anarchie. Il n'y a pas d'homme d'état, à quelque parti qu'il appartienne, qui ne soit intéressé, s'il a le gouvernement du pays entre les mains, à trouver l'opinion publique grave, calme et bien informée. Eh bien, les gens qui font de l'opposition s'arrangent toujours pour tromper l'opinion publique, pour l'égarer et pour la passionner, par toute sorte de contes stupides, qu'ils adressent avec perfidie aux préjugés des ignorants, ce qui fait que lorsque le jour vient où il faut conduire les affaires, les esprits se trouvent révolutionnés et ingouvernables.

M. Thiers est donc maintenant semblable à un homme qui doit passer demain sur un pont, et qui en scie les supports aujourd'hui même. Ce pont, c'est l'opinion publique de la France, qu'il laisse égarer en son nom. Cela fait peu d'honneur à l'habileté prétendue de M. Thiers; il se peut qu'il pense comme quelqu'un qui croit toucher au pouvoir; mais il agit comme quelqu'un qui n'y restera jamais. Le *Constitutionnel* se donne pour une espèce de fourrier qui va préparer à l'avance les logements de la coalition; mais si ce fourrier démolit et incendie, où donc le futur pouvoir se logera-t-il?

Le *Courrier français* trouve que la circulaire de M. Thiers est un chef-d'œuvre du genre, il l'accepte et la prône dans toute sa teneur: « C'est, dit-il, un chef-d'œuvre de logique et de bon sens. Il faudrait répandre ce petit écrit par milliers, comme le meilleur commentaire de la dissolution. » Or, voici que le *Commerce*, beaucoup moins enthousiaste pour l'ancien président du conseil, décline pour ses opinions toute solidarité avec la circulaire, et s'exprime ainsi à son sujet:

« M. Thiers vient de faire paraître sa profession de foi adressée aux électeurs d'Aix. Un de ses organes fait ce soir de ce document une sorte d'arme à l'usage de l'opposition tout entière. Nous ne pouvons, pour notre part, laisser passer cette assertion. Nous n'avons jamais reconnu à M. Thiers le droit de nous mêler à ses démonstrations politiques, et ce droit nous le lui accorderions moins que jamais après lecture de sa circulaire. »

On peut juger par cet échantillon des adhésions que trouveraient M. Thiers parmi les journaux de la coalition, s'il revenait au pouvoir, et de ce qu'eût été un ministère formé par lui, si les partis coalisés avaient été mis en demeure de gouverner la France. Nous n'aurons pas la cruauté de rappeler au *Courrier* ses anciennes opinions sur M. Thiers, et de reproduire les articles où il trouvait que l'ancien président du conseil faisait peu de chefs-d'œuvre; les genouflexions qui viennent après les injures ne relèvent ni celui qui les fait, ni celui qui les reçoit; l'amour-propre de l'un n'a pas plus sujet de s'en vanter que le courage de l'autre.

Nous comprenons les haines qui se trompent, mais nous ne comprenons pas celles qui s'humilient.

Un journal de la gauche, examinant aujourd'hui les circulaires publiées depuis quelques jours par les meneurs de la coalition, les déclare dignes de toute son approbation, — ce que nous ne prétendons nullement contester. Seulement, il regrette que ni M. Guizot, ni M. Thiers, n'aient signalé, comme première cause du mal dont on se plaint, le gouvernement personnel du roi. Néanmoins il ne fait à personne un crime de cette omission. « Nous comprenons, dit-il, les ménagements qu'impose à d'anciens ministres le souvenir des fonctions qu'ils ont exercées. »

Il résulte de ceci qu'aux yeux de l'Opposition, M. Guizot et M. Thiers, malgré la réserve de leurs paroles, sont les chefs d'un parti qui a déclaré la guerre à ce qu'on appelle le *gouvernement du roi, la politique du roi*. Ce fait résultait tout aussi clairement du dernier paragraphe du projet d'adresse où l'on signifiait au roi que son trône n'était pas suffisamment couvert, et que sa volonté s'apercevait trop derrière un ministère transparent.

Eh bien, qu'on lise les paroles suivantes prononcées par M. Guizot le 10 août 1837. On voit que la date n'en remonte pas très haut, et que cette citation a un peu plus d'autorité que celle dont M. Duvergier a cru pouvoir s'armer à la tribune contre M. le comte Molé, en fouillant dans un livre écrit il y a trente ans.

« ON PEUT INTERROGER COMME ON VOUDRA LA POLITIQUE DU JUSTE MILIEU, on la trouvera en égale harmonie avec les intérêts du présent, les souvenirs et la gloire du passé, les droits et les espérances de l'avenir: C'EST LA POLITIQUE DE MES AMIS, C'EST LA MIENNE; MAIS C'EST AVANT TOUT CELLE DU 9 AOÛT 1830, C'EST D'ABORD ET AVANT TOUT CELLE DU ROI ET DE LA FRANCE. Et ici j'ai le bonheur de n'être plus entravé par les usages parlementaires, je puis parler du roi, de sa HAUTE et DECISIVE influence sur nos destinées... En 1789, le roi avait pensé comme la France. Depuis 1789, le roi était éclairé comme la France; ET COMME LA SAGESSE ACQUISE PAR L'EXPERIENCE SE RÉSUME DANS UN HOMME D'UNE MANIÈRE PLUS SIMPLE ET PLUS COMPLÈTE QUE DANS UNE NATION TOUJOURS DIVISÉE ET COMBATTUE, LA SAGESSE DU ROI A SOUVENT BESOIN DE DEVANCER ET DE GUIDER CELLE DU PAYS; MAIS AU FOND, ILS ONT TOUJOURS AGI DE CONCERT. LEUR POLITIQUE A TOUJOURS ÉTÉ, EST ESSENTIELLEMENT LA MÊME; C'EST LA POLITIQUE ROYALE AUSSI BIEN QUE LA POLITIQUE NATIONALE.

« QUE LA MAJORITÉ NATIONALE ADHÈRE DONC FORTEMENT AU ROI, QU'ELLE REDOUTE SES PÉRILS ET SES INJURES. LE ROI, C'EST ELLE-MÊME; C'EST A ELLE COMME A LUI QU'ON EN VEUT. LEUR CAUSE EST INSEPARABLE, QUE LEURS FORCES SOIENT TOUJOURS UNIES. »

C'est à elle comme à lui qu'on en veut, disait M. Guizot, en parlant des attaques de l'Opposition contre la politique dont il se posait alors le défenseur.

Aujourd'hui, M. Guizot est à la tête des mêmes assaillans, et sonne la charge contre la même politique!

Les journaux veulent absolument donner à M. Emile de Girardin une importance à laquelle il ne prétend pas. La *Quotidienne* avance que « M. Emile de Girardin doit être nommé sous-secrétaire d'état de l'intérieur après les élections. » Le *Journal de Paris* annonce qu'« après avoir long-temps conféré avec M. Emile de Girardin, M. le président du conseil des ministres a donné audience à MM. les ministres de Prusse et de Hollande. » Le *Siccle*, enfin, s'obstine à répéter que M. Emile de Girardin « déploie dans les opérations électorales une activité incomparable. » Dans toutes ces versions diverses, il n'y a pas un seul mot de vrai.

Justice entière rendue par M. Thiers à M. le comte Molé, ministre des affaires étrangères et président du conseil.

« Qu'il me soit permis de m'étonner que les mêmes hommes qui se sont plaints que la France manquât de résolution et de dignité, qu'elle se laissât enlancer dans des négociations sans fin, viennent aujourd'hui se plaindre qu'on ait voulu mettre un terme à ces négociations, et faire exécuter les traités. La France a déjà montré une résolution qu'on a louée: c'est lorsqu'elle a dit que la Belgique ne servirait pas envahie par une armée prussienne. Tout le monde a applaudi au noble courage que la France a déployé ce jour-là. Il faut

douze femmes les plus solidement belles que l'on puisse imaginer. L'homme bien informé retient ces noms heureux au passage et il s'échappe avec empressement pour aller charmer les divers salons qui l'apprécient par ce récit exact des fêtes du carnaval. Il va faire une ou deux visites dans la Chaussée-d'Antin, il lance sa nouvelle, on le laisse dire sans trop d'étonnement; mais il arrive rue Royale, là il recommence ses descriptions merveilleuses; on lui fait répéter trois fois ces noms étranges; on l'interrompt par des heures de surprises. — Qu'est-ce que vous nous dites là, monsieur, s'écrie la vieille baronne de P... Mme de... était en sylphide, Mlle X... avait des ailes! et vous appelez cela un quadrille de sylphides, monsieur; mais c'était un ballet de cariatides! L'homme bien informé est resté confondu. Cette mystification le rendra prudent, puisse-t-elle le rendre muet!

Les bals de la Renaissance ont été cette année les véritables bals Musard. Car Musard a donné son nom à toutes les fêtes qui rivalisent avec lui. C'est un des malheurs du génie, il fait la gloire de ses plagiaires et la fortune de ses rivaux, bienheureux encore quand ceux-ci ne le calomnient pas après l'avoir pillé. Bienheureux Musard si Jullien ne le traite pas encore d'immoral! aujourd'hui c'est assez l'usage. Un homme invente une chose qui réussit, vite on l'appelle charlatan, et puis on lui prend son idée. Lafontaine disait:

Tout flatteur

Vit aux dépens de celui qui l'écoute.

Aujourd'hui cela est bien changé; on ne vit plus aux dépens de ceux que l'on flatte, mais de ceux que l'on calomnie.

Il y avait tant de monde au bal de la Renaissance, que le fameux galop Musard était devenu impossible. Ce galop n'était plus qu'un amble fort modéré. Les costumes qui ont obtenu le plus de succès dans les fêtes du carnaval, ou du moins ceux que nous avons entendus citer le plus souvent, étaient de création moderne. Arrière Polichinelles, Gilles et Jeannois, on ne veut plus de vous. Les troubadours même sont passés de mode. Le moyen-âge a beaucoup baissé. Les plus beaux déguisements étaient les tambours de 93, les gardes françaises, les incroyables, les débardeurs fashionables, et surtout les titi du bon ton. Il nous serait difficile de vous donner une idée de ce dernier costume, d'abord parce que nous ne l'avons point vu, étant peu amateur de ces bruyants plaisirs; ensuite parce qu'il est tout-à-fait pittoresque; la demi blouse et la petite casquette qui le caractérisent, sont dit-on fort

jolies. Aussi était-ce le costume le plus généralement adopté pour les femmes.

Les bals de l'Opéra ont été fort nombreux. On parle d'aventures romanesques, de succès rapides et mystérieux, que nous soupçonnons fort de n'être que d'affreuses mystifications. L'histoire de M. de S., arrivée il y a deux ans, s'est dit-on renouvelée plusieurs fois cette année, mais comme nous ne pouvons pas vous raconter l'histoire de M. de S., c'est comme si nous ne vous disions rien. Malgré les plaisants récits que l'on nous fait, nous défions toutes les histoires du bal de l'Opéra, de valoir jamais celle d'un célèbre académicien intrigué toute la nuit par sa fille, qu'il avait laissée malade dans son lit, et qu'il était bien loin de croire si près de lui. Un père ne peut reconnaître sa fille, direz-vous, cela est étrange, et cependant cela très naturel: un père connaît parfaitement le cœur de son enfant, son caractère et ses goûts, mais il ne connaît jamais complètement son esprit, il est certains aspects qui restent toujours voilés à ses yeux. Un père voit sa fille malheureuse, gaie, inquiète, jalouse même, mais il ne la voit jamais coquette, et l'on sait quel changement le désir de plaire peut opérer dans les manières d'une femme. On connaît toutes les métamorphoses de la coquetterie; elle fait d'une femme méchante un ange de douceur, elle fait d'une sotte une femme d'esprit; d'une femme politique une beauté langoureuse, d'une pédante en us une étourdie pleine de grâces, d'une mourante de profession une valseuse infatigable, d'une femme bonne et généreuse, enfin, une ingrate, moqueuse et colère.

Et que méconnaît l'œil même de son père.

Or, le célèbre académicien qui n'avait jamais vu sa fille coquette ne la reconnaît point, et il ne pouvait deviner quelle était cette femme si jeune qui connaissait pourtant tous les événements de sa jeunesse; qui connaissait si bien ses habitudes, qui savait par cœur tous ses ouvrages, qui lui parlait de ses auteurs favoris, qui le flattait avec tant d'adresse dans ses goûts et jusque dans ses manies. L'académicien était enivré; accoutumé à plaire aux femmes, ce succès ne l'étonnait point, il avait dans ses souvenirs des aventures qui rendaient celle-ci très probable. La nuit se passa en conversation, en étonnements, en ravissements, être si bien compris, cela est si doux. Vers quatre heures du matin, le charmant domino avoua naïvement qu'il avait très faim. On lui offre à souper avec empressement. J'accepte, dit-il, mais je n'oterais pas mon masque. — Méchante, répond l'académicien, et l'on soupe gâtment

et par une attention délicate on choisit les mets qu'il préfère. On lui prouve que l'on a deviné tous ses goûts et que l'on aime ce qu'il aime. Après souper, il faut partir: Laissez-moi vous reconduire chez vous, madame. — Non, non, c'est moi, dit-elle, qui veux vous ramener chez vous. Je ne veux pas que vous me connaissiez. — La voiture s'arrête devant la porte de la jolie maison de l'académicien. Il descend à regret, croyant descendre seul; mais quelle est sa surprise! le charmant domino l'a suivi, il le voit furtif et léger disparaître dans le corridor; il veut le rejoindre et soupire tout bas: Quoi! madame! tant de bonheur! Mais le masque l'interrompt par un grand éclat de rire, et une voix bien connue lui crie du haut de l'escalier: Bonsoir papa, je te remercie, je me suis bien amusée. A demain! L'académicien désenchanté eut alors recours à cette exclamation classique toujours frénétiquement applaudie dans les reconnaissances de mélodrame: Ma fille! dit-il avec désespoir, et l'écho du vestibule répondit: Tu fille!

Les nouveautés littéraires nous viennent de province. Nous vous parlerons bientôt des beaux vers, des romans gracieux que l'on nous envoie de Rouen, de Bourbonne-les-Bains et de Blois. En fait d'art, de littérature, il n'y a plus de province, nous voudrions bien pouvoir dire, il n'y a plus de Paris.

On nous écrit d'Italie: « Mme la duchesse de Berry a passé à Naples quelque temps; les légitimistes qui sont ici en grand nombre, se sont empressés de venir lui rendre hommage; elle a voulu les présenter elle-même au roi, son frère; mais le roi a déclaré ne vouloir recevoir que les personnes présentées par l'ambassadeur. Mme la comtesse de Luchesi Palli est en ce moment en Sicile, dans la famille de son mari. »

On nous écrit d'Allemagne: « La cour de Götting en apprenant la mort de Mme la duchesse de Wurtemberg a aussitôt pris le deuil. Un service funèbre a été ordonné. Quelle différence, la bas des intrigues, ici des prières! et quelle leçon pour tout le monde; pour ceux qui n'ont point porté le deuil de Charles X, et pour celles qui choisissaient leur robe rose, hier quand toute la France pleurait. Un jour, on ne verra plus croire que dans ce pays, que l'on appelle généreux, deux partis desséchés par une politique misérable, ont eu le courage de refuser leurs larmes à ces deux morts si sacrés: Un vieux roi proscrit, et une jeune princesse de génie! »

Vicomte CHARLES DE LAUNAY.



tail encore donner une autre preuve de résolution, il fallait dire : « Des traités ont été signés, ils seront exécutés. »  
(Discours de M. Thiers, dans la séance du 29 novembre 1852.)  
Nous ne disons pas autre chose.

Le Journal des Débats publie ce matin une lettre de M. Fonfrède qui se termine par ce passage d'une incontestable justesse :  
« Quelques idées théoriques qu'on ait sur le refus de concours, en définitive, pour vous, pour moi, pour tous les bons citoyens, il est un fait incontestable, certain, brillant d'évidence comme la lumière du soleil : c'est qu'aucune violation de la charte, aucune atteinte aux libertés publiques, aucune tendance absolutiste et rétrograde, n'autorise contre la monarchie nouvelle le refus de concours dont on s'est servi contre la monarchie de la restauration. D'accord sur ce grand fait, marchons de conserve à la défense de la royauté constitutionnelle. Elle tient ses serments, c'est à nous de tenir les nôtres. »

A ces quelques mots si précis que répondre ?

Chaque jour, et de toutes parts, nous arrivent en foule de lettres où l'on nous prodigue les encouragements, les félicitations et les offres de concours. Que ceux qui nous les adressent reçoivent ici l'expression publique de notre reconnaissance. De si nombreux témoignages de sympathie doubleraient notre zèle et notre énergie s'il était besoin qu'ils fussent plus grands. Il est donné communication à la Commission des 221, de celles de ces lettres qui renferment d'utiles renseignements dans les circonstances actuelles.

Nous publions la lettre suivante qui nous est adressée de Romorantin.  
Monsieur, la doctrine, fidèle à son système d'intimidation et, seule capable d'une tactique aussi maladroite, a mis la terreur électorale à l'ordre du jour. Ces moyens comminatoires, qui blessent l'indépendance des fonctionnaires et feraient douter de leur courage, ont perdu plus de causes qu'elles n'en ont sauvées.

Ah ! messieurs les doctrinaires, que de fautes en un mois ! Nous vous dirons, nous, électeurs consciencieux, pourquoi la majorité vous délaisse.

Elle vous répudie, parce que vous avez été violents ; parce que votre ancienne position, auprès du monarque, vous faisait à vous, ex-ministres et personnages consulaires, un devoir étroit des convenances du langage, dans les remontrances que vous lui adressiez ; parce que la particule ON, si souvent répétée et empruntée de Beaumarchais (1), s'adressant au Roi, est singulièrement irrespectueuse ; parce qu'enfin, la France n'a pas été dupe de vos incroyables palinodies.

O mes compatriotes ! ô vous tous ! hommes de bien de tous les partis, quelle que soit votre bannière, je m'adresse à vous. Sauvez la France du danger de l'entraînement ! Sauvez l'ordre ! Sauvez la liberté ! La majorité n'appartient qu'à votre vertu, à votre courage. Confiez-vous en vos forces ! Vous ne souffrirez pas que l'ordre public soit sacrifié à de mauvaises passions. Non ! Rassurez-vous ! La terreur électorale a cessé. La réaction commence.

Eh ! que nous fait, à nous, le ministère Molé ? Est-il meilleur, ou plus mauvais que ces douze ministres qui se sont succédés depuis la révolution de juillet ? Je ne décide point. Ce que nous voulons, c'est que nos chemins de fer, nos routes, nos canaux, s'exécutent ; que la prospérité publique se développe, à l'ombre du gouvernement constitutionnel ; que nos capitaux s'alimentent avec sécurité, et que le commerce fleurisse. Nous voulons que nos mandataires cessent de scandaliser le pays par le spectacle de luttes, dégoûtantes d'intérêt personnel. Laissez-là, messieurs les députés, ces beaux mots de *suffisance*, de *transparence*, dont s'est enrichi cette année le vocabulaire parlementaire. Enfin, faites nos affaires et non les vôtres.

ADOLPHE DE COINCES,  
Electeur, juge de paix du canton de Salbris,  
petit-fils de deux conventionnels régicides.

#### CANDIDATURES ÉLECTORALES.

AISNE : « A St-Quentin, M. Fould cherche des voix dans tous les partis, s'appuyant auprès des uns, de son vote avec les 215, et près des autres reniant la coalition, il se dit ministériel. Ce rôle double ne pouvait long-temps réussir. M. Fould est l'un des 215, et a ce titre le ministère combattrait formellement sa candidature. M. Maureng, directeur de la compagnie qui s'était formée l'année dernière pour l'exécution du chemin de fer de Paris à Bruxelles par St-Quentin, se présente en opposition à M. Fould. Le zèle avec lequel il avait adopté les intérêts de St-Quentin dans cette occasion si importante pour la prospérité future de cet arrondissement, lui conciliera beaucoup de suffrages. Ses opinions politiques bien connues en font un adversaire prononcé de la coalition. »

CANTAL : « La réélection de MM. Dessauvres, Bonnetons, Salvage, et Teillard Nozerolles est assurée. L'honorable M. Teillard Nozerolles avait annoncé l'intention de se retirer, mais il a cédé aux vives instances des électeurs qui lui ont demandé cette nouvelle preuve de dévouement à nos institutions. »

CHARENTE : « Un vif mécontentement s'est manifesté parmi les électeurs qui avaient envoyé à la chambre M. Albert. La part qu'il a prise à la coalition lui aliénera un grand nombre de suffrages. Les électeurs constitutionnels doivent se réunir pour lui offrir un concurrent. »

« A Ruffec, l'opposition fait d'actives démarches en faveur de M. Ernest de Girardin. »

« M. M. Tesnières, Hennessy et Pougard du Limbert, seront certainement réélus à Cognac, Confolens et Ruffec. »

CHARENTE-INFÉRIEURE : « La réélection de MM. Prosper de Chasse-loup-Laubat à Marennes, et celle de M. le baron de Chassiron à La Rochelle sont assurées. »

« M. Desmottiers, procureur du roi à Paris, sera de nouveau porté par les électeurs de Saint-Jean d'Angély. On regarde le succès de cette candidature comme certain. M. Renou ne se présentera même pas. »

« A Jonzac, un très grand nombre d'électeurs qui avaient constamment voté pour M. Duchâtel se sont hautement prononcés contre lui. Il paraît que M. Duchâtel n'est pas sans inquiétude. » Nous apprenons qu'il est parti aujourd'hui de Paris pour Jonzac. »

« M. Rasteau sera réélu à La Rochelle à une très grande majorité. »

« On parle d'opposer à Rochefort M. Audry de Puyraveau contre M. Tupinier. Cette candidature n'est pas regardée comme sérieuse. »

CONSEIL : « Les élections de notre département se présentent sous l'aspect le plus favorable. M. de Valon, légitimiste, qui a voté avec les 215, ne sera pas réélu. Il sera remplacé par M. de Boudy, actuellement préfet de l'Yonne. »

« MM. Lavielle de Masmoré, Gautier d'Uzerche et baron Finot, seront réélus sans difficultés. On ne leur oppose aucun concurrent. »

PAS-DE-CALAIS : « On nous communique une lettre de Dunkerque, où nous lisons que divers comités d'électeurs ont décidé que M. de Lamartine serait le candidat porté aux prochaines élections. M. de Lamartine n'est pas seulement un des gloires de la France, c'est un homme politique de premier ordre, qui, dans la discussion de l'adresse s'est placé au premier rang des députés constitutionnels et conservateurs. »

La commission des 221, qui est en permanence rue de Grammont, 17, reçoit des départements les nouvelles les plus favorables au triomphe des principes que les membres des 221 soutiennent.

Toutes les lettres sont d'accord sur la réaction qui s'opère dans un grand nombre de localités contre la coalition, et principalement dans les

ville où le commerce et l'industrie ont besoin, pour prospérer, de l'ordre, de la paix et de la stabilité de nos institutions.

On lit dans le *Messenger* :

« L'hospice de la petite ville de St-Germain-en-Laye, qui a 77,000 fr. de revenus, qui reçoit de la ville 20,000 fr., et de l'état 1 fr. 50 c. par soldat (qui ne coûte que 77 c.), qui touche en outre ses droits sur les théâtres et le Mont-de-Piété, et auquel le bureau de bienfaisance verse 8 à 10,000 fr. par an, jouit encore de quatre administrateurs ayant droit électoral, circonstance importante aujourd'hui, et qui vient de lui faire éprouver la munificence du gouvernement. — L'hospice de St-Germain-en-Laye a reçu 4,000 fr. — (Election de M. Bertin de Vaux.) »

M. le maire de Saint-Germain, concurrent de M. Bertin de Vaux, est président du conseil de l'hospice de cette ville.

Il aurait pu ne pas laisser ignorer au comité électoral qui a fait rédiger la note ci-dessus, que cette somme de quatre mille francs était promise depuis l'année dernière par M. le ministre de l'intérieur l'hospice de St-Germain. En tout cas, les habitants de St-Germain devront trouver étrange que ce soit dans l'intérêt et en quelque sorte au nom de leur maire que la coalition proteste contre un secours donné à leur hospice. Nous ajouterons, pour compléter les renseignements de la coalition, que ce n'est pas quatre mille francs, mais bien dix mille francs qui ont été accordés au conseil de l'hospice, sur sa demande, appuyée par M. Bertin de Vaux.

M. Josson, député sortant, a adressé aux électeurs du 2<sup>e</sup> collège du Nord, une lettre où il déclare « qu'il ne s'est point rangé sous la bannière équivoque d'une coalition qui renferme dans son sein des hommes qui, depuis 1850, se sont montrés les constants et implacables ennemis de nos institutions. »

— Le *Moniteur Parisien* annonce qu'il est formellement autorisé à affirmer que la démission de M. Donay, substitut à Arras, qu'un journal de cette ville, dans un article répété par plusieurs journaux de Paris, dit avoir été donnée par ce magistrat pour assurer l'indépendance de son vote électoral, n'a pas, en d'autre motif que la résolution prise par M. Donay de fixer désormais sa résidence à Paris.

#### Actes officiels.

INTÉRIEUR. — Une ordonnance royale du 11 février fixe les lieux où devront se réunir les collèges électoraux. Ces collèges sont les mêmes qui avaient été désignés pour les précédentes élections, sauf toutefois les changements suivants :

Le 2<sup>e</sup> collège du Finistère se réunira à Lesneven au lieu de Landernau.  
Le 5<sup>e</sup> — du Gard — au Vigan — St-Hippolyte.  
Le 4<sup>e</sup> — du Haut-Rhin — à Huningue — Altkirch.  
Le 3<sup>e</sup> — de la D. Vienne — à Rochechouart — Saint-Julien.

INSTRUCTION PUBLIQUE. — M. Achille Jubinal, ancien élève de l'École des Chartres, qui a présidé aux belles recherches sur les *Topiques historiques*, entreprises par M. de Bastard, est nommé professeur de littérature étrangère à la Faculté des lettres de Montpellier.

PREFECTURE DE POLICE. — Par décision de M. le préfet de police, la halle aux toiles de Paris, qui devait avoir lieu le 4 mars prochain, ne sera ouverte, à cause des élections, que le lundi suivant, 11 dudit mois.

— Par ordonnance du préfet de police, à partir d'aujourd'hui, 16 février, le prix du pain à Paris, est fixé ainsi qu'il suit : le pain de quatre livres, première qualité, 75 c. ou 15 sous ; le pain de seconde qualité ou bis-blanc, les quatre livres, 60 c. ou 12 sous.

#### Nouvelles et Faits divers.

L'intendant-général de la liste civile recevra mardi prochain, 19 février.

— Le préfet de la Seine vient de procéder, conformément à la loi, au renouvellement du conseil de discipline de la légion de cavalerie de la garde nationale de Paris.

L'installation du nouveau conseil aura lieu en séance publique, à l'Hôtel-de-Ville, dans la salle des Hospices, le 21 du courant à onze heures du matin.

— M. le maréchal Maison est arrivé de Naples à Marseille, vendredi dernier, sur le *Pharamond*.

— M. Legrand, recteur de l'Académie de Rennes, est mort lundi dernier.

— La ville de Perpignan a perdu, le 26 janvier, deux de ses plus honorables habitants, M. le chanoine Garcias et M. d'Arnaud. M. le chanoine Garcias était vicaire-général et officiel du diocèse. M. d'Arnaud, ancien député, fut, pendant plusieurs années, membre du conseil de préfecture des Pyrénées-Orientales.

— Les grands travaux viennent d'être repris au Luxembourg. Tout le gros-œuvre a été monté dans la campagne dernière ; aujourd'hui les charpentiers dressent les combles, d'autres ouvriers font les ravalements extérieurs, enfin les menuisiers posent les croisées. On croit qu'à la fin de cette nouvelle campagne la grande salle et les nombreux appartements qui dépendent de cet établissement pourront être livrés aux peintres et aux décorateurs. C'est, comme on sait, M. de Gisors qui dirige cette construction.

— Le mariage de M. Van de Weyer, ambassadeur du roi des Belges, avec miss Bates, a été célébré le 12, dans la chapelle de Saint-Georges, à Londres.

— La vigne occupe sur la surface de la France, une étendue totale de 1,700,000 hectares. Le rendement moyen de l'hectare, en vin, paraît être dans les vignobles du nord et du centre de 100 hectolitres, dans ceux du sud de 15 à 20 seulement. Sur ces bases, la totalité de la récolte annuelle de la France, varierait entre 35, 36 et 40 millions d'hectolitres. Quant au prix des vins, ils sont résumés dans le tableau suivant qui divise en outre ce produit en quatre qualités principales : 1<sup>re</sup> qualité, 2 centièmes de la totalité, à 100 francs l'hectolitre ; 2<sup>e</sup>, 5 centièmes, à 50 fr. ; 3<sup>e</sup>, 13 centièmes, à 30 fr. ; 4<sup>e</sup>, 78 centièmes, à 10 francs. La moyenne de tous ces prix étant 16 fr. 80 c., soit 17 francs l'hectolitre, les 50 millions d'hectolitres donnent ensemble un revenu de 850 millions de francs. La moyenne des frais de culture est annuellement de 500 fr. par hectare. Si l'on joint cette somme à celle de 100 francs pour la rente du sol, on arrive à cette conséquence affligeante, que dans la culture de la vigne prise dans son ensemble, le revenu ne font que balancer la dépense.

— Avant-hier une rixe terrible, puisant son origine dans des rivalités de compagnonnage, a eu lieu à la Courtille, entre un nombre considérable d'ouvriers charpentiers et de garçons boulangers. Les charpentiers, on le sait, veulent interdire à certains corps d'état, et plus particulièrement à ceux des cordonniers et des boulangers, le port de l'équerre et du compas dans leurs insignes de compagnonnage ; c'est de cette prétention que sont nées ces rivalités si souvent cause de rencontres et de luttes où plus d'un malheureux ouvrier a perdu la vie. La rixe d'avant-hier était tellement grave et acharnée que la triple intervention du poste de la barrière, de la gendarmerie de service et de la garde nationale a été impuissante pour la faire cesser. Armés de pieux, de bannes, de tables, d'échelles et de parements de cotterets, les combattants se portaient de terribles coups, dont plusieurs de ceux qui voulaient les séparer ont été atteints. L'arrivée d'un renfort imposant, que l'on avait envoyé chercher à la caserne voisine, a pu seule mettre fin à ce désordre, où déjà le sang avait coulé. Sept ouvriers charpentiers et douze garçons boulangers arrêtés au milieu de la bagarre ont été amenés à la préfecture et mis à la disposition du parquet.

— On lit dans le *Globe* : « Dimanche matin, un peu avant onze heures, comme S. M. se rendait au palais Buckingham à la chapelle royale de St-James pour assister au service divin, et pendant que la voiture de la reine passait dans Milkhouse-Gate, une femme d'un âge moyen, très déceintement vêtue, s'élança du milieu de la foule, et jeta une pétition dans le carrosse royal par la portière qui était ouverte. Elle fut immédiatement arrêtée par un constable, qui la conduisit au bureau de police de Cardiner's-Lane. L'inspecteur de service l'interrogea en anglais sur les motifs de sa conduite ; mais elle lui fit comprendre qu'elle était Française et ne savait pas un seul mot d'anglais. Alors l'inspecteur l'interrogea dans sa langue ; et voici en substance ce qu'elle répondit : elle déclara être née à Paris, se nommer Suzanne Bernard, et être l'épouse d'un Hollandais qui était établi depuis quelque temps à Edimbourg. Son mari ayant fait faillite, et ayant soustrait quelque argent à ses créanciers, avait été jugé comme banqueroutier frauduleux, condamné à sept années de déportation, et se trouvait en ce mo-

ment à Wolwich, d'où il devait être transporté à Botany-Bay. N'ayant point d'amis pour venir à son aide, et étant mère de quatre enfants, elle avait pris le parti de s'adresser à la reine et d'implorer de S. M. la grâce de son mari. Elle ignorait que son action fût blâmable, car de pareilles demandes ont lieu tous les jours dans d'autres pays, et ne donnent lieu à aucune punition. L'inspecteur retint cette femme pendant environ deux heures ; et sur ces entrefaites arriva un message de la reine, qui ordonnait que cette dame fût mise en liberté, se portant caution pour sa conduite future. On s'empressa immédiatement de faire droit aux instructions de Sa Majesté. »

— Un commis-voyageur qui se trouvait il y a deux jours dans la diligence de Paris à Troyes, y fit la rencontre d'une jeune et jolie femme accompagnée d'un enfant. Le voyageur n'avait point affaire à une prude, et il se trouva bientôt avec sa voisine d'intérieur sur le pied d'une très-douce familiarité. Les choses en étaient là, lorsqu'à un relais, ce fut, dit-on, à Nogent, la dame demanda à descendre, prétextant une indisposition et le besoin de prendre l'air. Il lui offrit son bras, mais on baissa modestement les yeux, et l'on s'excusa de ne pouvoir accepter cette offre polie. Le voyageur proposa alors de veiller sur le petit enfant jusqu'à ce que la dame fût revenue. C'était chose toute naturelle, et cette fois l'on accepta. Cependant le quart-d'heure obligé du relais se passa, et la dame ne revint pas. On chercha, on appela ; rien. On s'imaginait que la dame est allée en avant, et l'on part. Mais hélas ! la dame n'est pas encore revenue, et l'infortuné voyageur est arrivé à Troyes chargé d'un petit marmot dont il ne savait trop que faire. Comme il ne pouvait le garder parmi ses échantillons, on lui a donné le conseil de déposer le pauvre enfant à l'hôpital. C'est ce qui a eu lieu.

— Une femme pauvre, âgée, sortait aujourd'hui de l'église St-Louis-St-Paul, quand une dame à manteau et à chapeau l'accosta et se dit chargée par un comte très riche de faire du bien à quelques personnes vieilles et pauvres ; l'expectative d'une pension de 500 fr. est offerte à la bonne femme, qui se confond en remerciements. Je veux pouvoir assurer à M. le comte... que vous avez droit à nos bienfaits, et la bonne femme de conduire aussitôt la grande dame dans son modeste réduit, rue des Lions-St-Paul.

En entrant, la dame aperçoit une montre d'or, et vite elle la prend et va la cacher sous un matelas. « Il ne faut pas, dit-elle, que M. le comte, qui viendra vous visiter, voie une montre chez vous. La commode est couverte, tout ce que possède la bonne femme est l'objet d'un minutieux inventaire ; un paquet assez pesant attire l'attention de la dame ; elle l'ouvre, mais il contient des couverts en fer qu'on peut offrir aux regards du comte. Arrive le tour d'une corbeille ; elle est vide dans un instant ; parmi tous les chiffons se trouve un sac de 250 fr. (pécule sacré qui devait sauver la pauvre vieille du corbillard des pauvres). « Cachez bien cela, dit la dame en remettant le tout dans la corbeille. »

Quelques instants après, la dame offrait un franc à la bonne femme pour faire brûler quatre cierges à la vierge, et toutes deux cheminaient vers l'église, où elles se sont quittées. Reentrée au logis, la bonne femme veut reconnaître la place où est sa montre et revoir son argent ; ils avaient disparu. Plus de montre, plus d'argent, plus d'espoir de cette pension qui devait rendre la position de notre bonne femme moins précaire.

— Un triste événement vient de plonger dans la plus vive affliction une malheureuse famille de la commune de Royères, arrondissement de Bourges. François Charot, tailleur d'habits, âgé de trente-cinq ans, revenait dimanche dernier, avec ses deux fils, l'un âgé de 17 ans et l'autre de 13, d'un village de cette commune, où il avait travaillé toute la semaine. Ils avaient à traverser une haute montagne couverte de neige. Fatigués, sans doute, de ce pénible trajet, ils s'arrêtèrent à mi-chemin pour s'abriter et se reposer sous un grand rocher. C'est là que des bergers les ont trouvés morts. Charot n'avait d'autres ressources pour vivre que son état de tailleur. Il reste encore à sa malheureuse veuve, depuis long-temps valétudinaire, deux enfants en bas âge, un garçon âgé de huit ans et une fille de quatre mois.

— La Cour de cassation a rejeté le pourvoi des époux Guyot, condamnés à la peine de mort, par la Cour d'assises de la Meuse, pour crime de séquestration ; pendant plus d'un mois, et de tortures corporelles sur la personne de Françoise-Sydonie Guyot, fille d'un premier lit.

Un article du *Journal de Roue*, transcrit aujourd'hui par le *Courrier français*, déclare qu'il est certain que des lettres mises à la poste par MM. Guizot, Duvergier de Hauranne et autres personnages de l'opposition ne sont pas arrivées à leur destination.

Le même article ajoute que des lettres ne sont arrivées qu'après que le cachet avait été rompu. Une aussi odieuse calomnie ne pouvait passer inaperçue ; la justice va être saisie. (*Moniteur parisien*.)

#### VARIÉTÉS.

##### LES TROIS PRISONNIERS DE PIGNEROL.

###### II. — M. de Lauzun.

(Voir la Presse du 15 février.)

Au fond d'une province éloignée de la cour, à l'ombre d'un pauvre manoir de Gascogne, le fils cadet d'un gentilhomme assez obscur s'endormait un soir et durant un long sommeil, il fit des rêves d'une splendeur étrange et démesurée. Il arrivait pauvre et sans appui à la cour du plus somptueux monarque de l'Europe, et tout à coup il devenait le compagnon inséparable de ses plaisirs, l'objet continuel de ses plus hautes faveurs. Titres, honneurs, tout ce qui constitue la grandeur et satisfait l'orgueil, venait à lui d'une façon miraculeuse. Le petit officier devenait capitaine, puis colonel d'un régiment de gentilshommes, puis général, et enfin chef suprême d'une armée de soldats et de courtisans, de dames et de princes, au milieu desquels brillait le grand roi. Bientôt l'amour lui apportait son tribut, prosternait à ses pieds le plus grand parti du royaume, la comtesse d'Eu, la duchesse d'Aumale, mademoiselle de Dombes, mademoiselle de Montpensier, mademoiselle, petite-fille de Henri IV, mademoiselle, cousine de Louis XIV, mademoiselle enfin, le seul parti qui fût digne de Monsieur, comme l'a dit, en passant par tous les degrés de l'étonnement, la marquise de Sévigné. Ensuite, ce favori de la fortune, pour que rien ne manquât à sa gloire, devenu le plus riche seigneur de France, brisait son épée contre les fleurs de lys d'or ; il abaissait son maître, le plus vain, le plus despote des rois ; et loin d'expier son audace, il consentait à peine à recevoir son pardon ; il rejetait avec dédain le bâton de maréchal, et se faisait prier avant d'accepter un brevet de capitaine des gardes, et une commission de général en chef.

Le souverain, la reine, la favorite, le ministre, chacun était réduit à lui mentir, à tâcher d'effacer les rides de son front, à cacher le poison au fond de la coupe, sous le nectar, la haine sous la flatterie, à l'aimer, en toute humilité. Et lui, radieux en face du soleil, démantelant le faux du vrai, lui qui semait à son gré le sarcasme et le fiel, toujours il recueillait des moissons de fleurs.

Enfin il se réveilla, ce gentilhomme Gascon, souriant encore ; non plus dans la chétive et rustique demeure de son père, mais dans la nuit épaisse et glaciale d'un cachot, loin du théâtre de ses gloires, au-delà des Alpes et séparé du monde par ces immenses montagnes au flanc desquelles était accroupie une lugubre forteresse aux murailles de granit.

Ce rêve doux et cruel, c'est la vie du marquis Peguillien, comte, puis duc de Lauzun.

La furieuse énergie de ce petit homme blondasse, mais d'agréable façon, la vigueur de son corps frêle et de maigre apparence, lui firent très bien endurer les premières tortures de sa captivité à Pignerol. Son courage ne se démentit pas, le silence, l'obscurité, le vide pratiqué autour de lui, toutes les angoisses dont est assailli l'âme d'un homme au secret durant plusieurs mois, ne l'abattirent point. Mais plus tard, semblable aux arbustes privés de lumière, il pâlit, s'inclina sur sa tige, se dépouilla de sa verte jeunesse, et ce rameau se coucha sur la terre, abandonné de la sève comme prêt à

(1) Beaumarchais. Mémoires contre le comte de la Blache.



INDUSTRIE DES SOIERIES.....	400 000	fabriquer les tissus de printemps et d'été,	SUCRE.—Sans changement dans les prix.   P. moy. 342 k. 235 k. 63 k. 22 k.	rue de Valenciennes, 26.
-----------------------------	---------	---	---	--------------------------